**CH3 : LA PROTECTION DES ACTIFS IMMATERIELS**

|  |  |
| --- | --- |
| **OBJECTIFS** | A l’issu du chapitre, vous devez être capable de :   * Identifier pour l’entreprise les modalités juridiques de protection des actifs immatériels |

**INTRODUCTION**

|  |  |
| --- | --- |
| **NOTIONS CLES** | * La protection des actifs immatériels : droit d’auteurs et droits d’utilisation des services et des applications |

**PLAN DE COURS**

[Définitions 2](#_Toc177204861)

[Droit d’auteur et actifs immatériels 3](#_Toc177204862)

[1. Qu’est-ce que le droit d’auteur ? 3](#_Toc177204863)

[2. Pourquoi l'entreprise doit-elle faire respecter le droit d'auteur ? 3](#_Toc177204864)

[3. Pourquoi est-ce important ? 4](#_Toc177204865)

[Nom de domaine et sa protection 4](#_Toc177204866)

[1. Pourquoi protéger un nom de domaine ? 4](#_Toc177204867)

[2. Comment protéger le nom de domaine ? 5](#_Toc177204868)

[3. Pourquoi est-ce important ? 5](#_Toc177204869)

[Bases de données et leur protection 6](#_Toc177204870)

[1. Pourquoi l'entreprise doit-elle protéger ses bases de données ? 6](#_Toc177204871)

[2. Pourquoi est-ce important ? 7](#_Toc177204872)

[Logiciels et droits d’utilisation 7](#_Toc177204873)

[1. Pourquoi le logiciel est-il protégé par des licences ? 7](#_Toc177204874)

[2. Types de licences 8](#_Toc177204875)

[3. Pourquoi est-ce important ? 8](#_Toc177204876)

[4. Exercice 1 10](#_Toc177204877)

**LE COURS**

# Définitions

|  |
| --- |
| * **Actifs immatériels** : Ce sont des biens qui, contrairement aux biens physiques comme une voiture ou un ordinateur, n'existent pas sous forme matérielle. Pourtant, ils ont une grande valeur pour les entreprises. Par exemple, cela peut être une idée, une invention, une œuvre artistique (comme une chanson), une marque, un logiciel, ou même un savoir-faire spécifique. * **Droit d’auteur** : C’est un ensemble de droits légaux qui protègent les œuvres originales. Si tu crées une œuvre (comme un texte, une peinture ou un logiciel), tu as le droit de décider comment elle sera utilisée, diffusée et par qui. Ces droits te permettent aussi d’être rémunéré pour l’utilisation de ton travail. * **Droits d’utilisation** : Il s'agit des permissions accordées par le titulaire des droits (comme l’auteur) pour que d'autres personnes puissent utiliser un actif immatériel, par exemple un logiciel ou une chanson. Ces permissions sont souvent limitées par certaines conditions précises, comme une durée d’utilisation ou un type d’utilisation particulier. * **Services numériques** : Ce sont les services que nous utilisons via Internet, comme des applications sur nos téléphones, des sites web ou des plateformes de stockage en ligne (comme le "cloud"). Ces services reposent souvent sur des actifs immatériels comme des logiciels ou des bases de données. * **Applications** : Ce sont des programmes informatiques que tu utilises pour effectuer une tâche spécifique sur ton téléphone, ta tablette ou ton ordinateur. Par exemple, une application pour écouter de la musique, faire des achats en ligne ou même apprendre une nouvelle langue. * **Licence** : Une licence est un contrat par lequel le créateur d'une œuvre (comme un logiciel) permet à d'autres personnes d’utiliser son travail, selon certaines conditions. Par exemple, une licence peut permettre l’utilisation d’un logiciel uniquement pour un usage personnel et non commercial. * **Propriété intellectuelle** : Il s'agit d'un domaine du droit qui protège les créations de l’esprit. Cela inclut les œuvres artistiques (protégées par le droit d’auteur), les inventions (protégées par les brevets), les marques (comme les logos d’entreprises), et les modèles (comme les designs industriels). * **Contrefaçon** : C’est lorsqu'une personne utilise un actif immatériel protégé (comme une chanson ou un logo) sans avoir obtenu l’autorisation du détenteur des droits. Cela constitue une violation de la propriété intellectuelle et est passible de sanctions. * **Nom de domaine** : Une adresse unique qui identifie un site web sur Internet (ex. : www.monentreprise.fr). Il constitue un actif précieux pour l'entreprise, souvent associé à sa marque. * **Base de données** : Un ensemble d’informations structuré de manière à être facilement accessible et manipulable. Les bases de données sont protégées par un droit spécifique, à condition qu’elles présentent un effort substantiel de conception. * **Logiciel** : Un programme informatique protégé par le droit d’auteur, qui inclut également les interfaces, les codes source et les fonctionnalités. C'est un actif clé pour les entreprises dans le domaine du numérique. |

# Droit d’auteur et actifs immatériels

## Qu’est-ce que le droit d’auteur ?

Le droit d'auteur est un ensemble de règles juridiques visant à protéger les œuvres de l'esprit. Il se décline en deux types de droits principaux : **le droit moral** et **les droits patrimoniaux**.

1. **Le droit moral** confère à l’auteur le droit de revendiquer la paternité de son œuvre et de s'opposer à toute déformation, modification ou usage de celle-ci qui porterait atteinte à son intégrité. Ce droit est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.
2. **Les droits patrimoniaux** permettent à l'auteur d'exploiter commercialement son œuvre, notamment par le biais de la reproduction, de la représentation publique et de l’adaptation. Ces droits sont limités dans le temps (en général 70 ans après la mort de l'auteur) et peuvent être cédés ou concédés sous licence à des tiers.

Concrètement, lorsqu’une entreprise crée un actif immatériel, tel qu’un logiciel ou un site web, elle en devient titulaire des droits patrimoniaux, souvent par le biais de contrats de travail ou de cession de droits si les créateurs sont des salariés ou des prestataires externes. Le droit d'auteur donne à l'entreprise la **propriété juridique** sur l'œuvre créée, lui permettant de la monétiser, de la contrôler et d'interdire toute utilisation non autorisée.

## Pourquoi l'entreprise doit-elle faire respecter le droit d'auteur ?

Pour une entreprise, **faire respecter ses droits d’auteur** est crucial car cela lui permet de :

* **Préserver la valeur économique** de ses créations. Un logiciel, une base de données ou un site web représente un investissement substantiel en temps, en recherche et développement, et en main-d'œuvre qualifiée.
* **Contrôler l’usage de ses créations**. Si une entreprise ne protège pas efficacement ses droits d’auteur, d'autres peuvent copier ou utiliser ses œuvres sans autorisation, affaiblissant ainsi son avantage concurrentiel.
* **Monétiser l'œuvre** par des licences. L'entreprise peut accorder des droits d’utilisation limités à d'autres (par exemple, l'utilisation d'un logiciel sous licence), générant ainsi des revenus sans céder la propriété totale de l'œuvre.

**Exemple :**

Prenons l'exemple de l'entreprise **"DevSolutions"**, qui développe un logiciel innovant pour la gestion des ressources d’une entreprise. Grâce au droit d’auteur, DevSolutions détient tous les droits sur ce logiciel : elle peut décider qui a le droit de l’utiliser, dans quelles conditions (contrat de licence), et elle peut interdire toute reproduction, vente ou modification sans son autorisation.

Si DevSolutions néglige de faire respecter ses droits et que le logiciel est copié par un concurrent qui l’utilise sans autorisation, l’entreprise subit une perte directe : son concurrent profite de son travail sans avoir investi dans sa création. De plus, le marché pourrait être inondé de versions illégales, ce qui dévalorise l’œuvre et réduit sa rentabilité.

Pour protéger ses actifs, DevSolutions doit donc être proactive : elle peut déposer le code source auprès d’un organisme comme l’INPI pour renforcer la preuve de création et stipuler dans les contrats de travail ou de prestation que les droits sur le logiciel appartiennent exclusivement à l’entreprise. Si une violation survient, elle pourra engager une **action en contrefaçon**, demander des dommages et intérêts, et obtenir l’arrêt de l’exploitation illicite.

## Pourquoi est-ce important ?

Ne pas protéger ou faire respecter ses droits d’auteur expose une entreprise à des risques majeurs :

* **Perte de compétitivité** : Des concurrents peuvent exploiter l'œuvre sans investissement.
* **Baisse des revenus** : Sans contrôle, l'œuvre peut être diffusée largement sans retour financier pour l’entreprise.
* **Risques juridiques** : L’entreprise peut être empêchée de poursuivre son développement si un tiers s’approprie illégalement ses actifs immatériels.

Le droit d'auteur n'est pas simplement un mécanisme de protection, mais une **condition indispensable** à la viabilité économique et au développement des entreprises qui reposent sur des créations immatérielles.

# Nom de domaine et sa protection

Un **nom de domaine** est une adresse unique qui permet de localiser un site web sur Internet (ex. : [www.monentreprise.com](http://www.monentreprise.com)). Il constitue un élément fondamental de l’identité numérique d’une entreprise, jouant souvent un rôle similaire à celui de la marque dans le monde physique. En effet, il représente la porte d'entrée numérique de l’entreprise et peut être fortement lié à sa réputation, son image de marque et sa stratégie commerciale en ligne.

Le nom de domaine n’est pas seulement une adresse technique ; il peut devenir un actif immatériel stratégique, surtout s’il correspond au nom de l’entreprise ou de ses produits/services. Il doit être enregistré auprès d'un **bureau d'enregistrement** (comme l'AFNIC en France pour les domaines en .fr ou l'ICANN au niveau international pour les .com) qui assure sa gestion.

## Pourquoi protéger un nom de domaine ?

La protection du nom de domaine est essentielle pour plusieurs raisons :

* **Préservation de l'identité numérique** : Si une entreprise ne protège pas correctement son nom de domaine, d’autres peuvent enregistrer des versions similaires ou identiques pour détourner son trafic, ce qui peut créer de la confusion auprès des clients ou des partenaires commerciaux. C'est ce qu’on appelle la **cybersquatting**, c’est-à-dire l’enregistrement malveillant de noms de domaine similaires à une marque dans le but d’en tirer profit.
* **Protection contre la concurrence déloyale** : En l'absence de protection, un concurrent pourrait enregistrer un nom de domaine similaire pour exploiter la notoriété de l'entreprise, voire nuire à son image.
* **Exclusivité d’usage** : Une fois enregistré, le nom de domaine confère à l’entreprise le **droit exclusif de l’utiliser** dans le cadre de ses activités commerciales. Ce droit exclusif permet à l’entreprise de contrôler totalement son image en ligne et d’éviter que d’autres entreprises ne capitalisent sur sa réputation ou sa marque.

## Comment protéger le nom de domaine ?

Pour assurer une protection efficace, l'entreprise doit :

1. **Enregistrer le nom de domaine** dans les extensions principales (.com, .fr, etc.) en s'assurant qu'il correspond à sa marque ou à ses produits.
2. **Mettre en place une veille continue** pour repérer d’éventuels enregistrements similaires susceptibles de générer de la confusion. Il est possible de contester ces enregistrements via des mécanismes comme la **procédure UDRP** (Uniform Domain-Name Dispute-Resolution Policy) en cas de conflit.
3. **Élargir la protection** en enregistrant des variantes proches du nom de domaine pour empêcher tout usage malveillant ou frauduleux.

**Exemple :**

Prenons l’exemple d'une société appelée **"LuxEnergie"**, spécialisée dans l'énergie renouvelable, qui enregistre le nom de domaine **luxeenergie.com** pour son site web principal. En raison de la notoriété croissante de l'entreprise, un concurrent tente d'enregistrer un nom de domaine similaire : **luxeenergie.fr**. L’objectif du concurrent est clair : attirer une partie des clients qui recherchent le site officiel de LuxEnergie pour les rediriger vers ses propres produits.

Si LuxEnergie n'a pas enregistré la version **.fr** de son nom de domaine, elle peut se retrouver dans une situation délicate. Les clients, croyant visiter le site officiel, pourraient être trompés, ce qui nuirait à l'image de LuxEnergie. Heureusement, en se basant sur la notoriété de la marque "LuxEnergie" et les protections associées à son nom de domaine principal, l’entreprise peut initier une action en justice pour **contrefaçon de marque** et cybersquatting, ou utiliser la procédure UDRP pour récupérer le nom de domaine.

Pour éviter ce genre de situation, LuxEnergie aurait pu, dès le départ, anticiper en enregistrant non seulement **luxeenergie.com**, mais aussi les variantes **.fr**, **.net**, et même les erreurs d'orthographe courantes ou des termes associés (ex. : **luxenergie-renewable.com**).

## Pourquoi est-ce important ?

La protection des noms de domaine est fondamentale dans un environnement numérique où la concurrence est féroce. Un nom de domaine bien protégé permet à une entreprise de :

* **Renforcer la confiance des utilisateurs** qui trouvent facilement le site officiel de l'entreprise sans risque de confusion.
* **Éviter des pertes financières** dues au détournement du trafic vers des sites frauduleux ou concurrents.
* **Préserver la réputation et l'image de marque** de l'entreprise en ligne.

Ne pas protéger correctement son nom de domaine peut entraîner des conflits coûteux, une perte de clientèle, et des dommages à long terme pour la crédibilité de l’entreprise.

# Bases de données et leur protection

Une **base de données** est un ensemble structuré d'informations organisées de manière à faciliter leur accès, leur gestion et leur mise à jour. Ces bases peuvent inclure des informations diverses comme des données clients, des informations produits, ou des fichiers techniques. Leur structuration demande souvent un travail conséquent, que ce soit en termes de collecte, de classification ou de gestion des données.

En droit, les bases de données bénéficient d'une double protection : **le droit d'auteur** et **le droit spécifique du producteur de bases de données**.

1. **Le droit d’auteur** protège la structure de la base de données en tant qu'œuvre de l’esprit, à condition que celle-ci soit originale, c'est-à-dire qu'elle reflète un effort créatif dans son organisation ou sa présentation. Cette protection porte essentiellement sur la forme et non sur les données elles-mêmes.
2. **Le droit du producteur de bases de données** est un droit **sui generis**, distinct du droit d'auteur, qui vise à protéger les investissements (humains, financiers, techniques) effectués pour la constitution de la base de données. Ce droit accorde au producteur le monopole de l'extraction et de la réutilisation de tout ou partie substantielle des données, même si celles-ci ne sont pas originales. Ce droit est valable pour une durée de 15 ans à compter de la création de la base ou de sa dernière mise à jour substantielle.

## Pourquoi l'entreprise doit-elle protéger ses bases de données ?

Protéger une base de données permet à une entreprise de :

* **Préserver l'investissement réalisé** dans sa création. La constitution d'une base de données requiert souvent des ressources importantes, qu’il s’agisse de collecte d’informations, de leur organisation ou de la mise en place de systèmes de gestion. Protéger cette base permet de garantir que cet investissement ne sera pas exploité par des tiers de manière abusive.
* **Contrôler l’utilisation des données** par des tiers. Sans protection, d'autres entreprises pourraient extraire des informations précieuses et les réutiliser sans compensation, affaiblissant ainsi l’avantage concurrentiel de l’entreprise qui a conçu la base.
* **Valoriser les données**. En tant qu'actif immatériel, une base de données bien protégée peut être monétisée par la vente de licences d’utilisation ou par la prestation de services d'accès.

**Exemple :**

Prenons l’exemple d'une société de marketing digital appelée **"DataMark"**. Elle a développé au fil des années une base de données regroupant des informations détaillées sur des millions de clients potentiels (noms, adresses e-mail, préférences d'achat, comportements en ligne, etc.). Cette base est devenue un atout stratégique pour DataMark, car elle lui permet de proposer des campagnes marketing ciblées et efficaces.

Grâce à la protection par le **droit sui generis** du producteur de bases de données, DataMark bénéficie d’un monopole sur l'extraction et la réutilisation de ces informations. Cela signifie qu'une autre entreprise ne peut pas copier ou extraire une partie substantielle de cette base de données, même si les données elles-mêmes (noms, adresses, etc.) ne sont pas en soi originales. Si une société concurrente tente de récupérer une partie significative des informations de cette base, DataMark pourrait engager une action en justice pour **violation de son droit de producteur de base de données**.

De plus, DataMark peut exploiter commercialement cette base en concédant des **licences** à d'autres entreprises, leur permettant d'accéder à certaines informations sous conditions (par exemple, en échange de redevances ou de frais d'abonnement). Cette valorisation économique n'est possible que parce que DataMark a pris le soin de protéger sa base de données.

## Pourquoi est-ce important ?

Sans protection, une base de données représente une proie facile pour les concurrents, qui peuvent l'exploiter sans avoir investi dans sa constitution. En protégeant sa base de données, l’entreprise :

* **Empêche la concurrence de tirer profit de son investissement sans autorisation.**
* **Assure une exploitation commerciale exclusive des données** contenues dans la base, soit pour un usage interne, soit via des licences.
* **Renforce la compétitivité** en valorisant un actif immatériel unique qui peut faire la différence sur le marché.

# Logiciels et droits d’utilisation

Un **logiciel** est un programme informatique qui exécute des tâches spécifiques sur un ordinateur ou un autre dispositif électronique. En tant qu'actif immatériel, le logiciel est protégé par le **droit d’auteur**, qui couvre aussi bien le code source que la structure, l’organisation et l'interface utilisateur, à condition qu’il soit original. Dès lors qu'un logiciel est créé, il bénéficie automatiquement de la protection par le droit d’auteur, conférant à son créateur (ou à l’entreprise qui en détient les droits) le monopole sur son exploitation.

Contrairement à un bien matériel, lorsqu’une entreprise ou un utilisateur acquiert un logiciel, il n'en devient pas propriétaire au sens juridique du terme. Ce qu'il obtient, c'est un **droit d’utilisation** défini par un **contrat de licence**. La licence d’utilisation encadre précisément ce que l'utilisateur peut ou ne peut pas faire avec le logiciel, et varie selon les conditions imposées par le détenteur des droits.

## Pourquoi le logiciel est-il protégé par des licences ?

Le **contrat de licence** est l'instrument juridique par lequel l’auteur ou le titulaire des droits sur un logiciel autorise un tiers à utiliser celui-ci dans des conditions strictement définies. Il permet au créateur du logiciel de :

* **Préserver ses droits exclusifs** sur la reproduction, la distribution et la modification du logiciel. En l'absence de ces conditions, un utilisateur pourrait modifier ou copier le logiciel sans aucune restriction, nuisant ainsi à la valeur de l’œuvre.
* **Contrôler la diffusion** du logiciel. Les licences spécifient souvent combien de fois un logiciel peut être installé, sur combien d'appareils il peut être utilisé, et qui est autorisé à l’utiliser. Cela protège le modèle économique du créateur, notamment contre le piratage ou les utilisations abusives.
* **Générer des revenus continus**. Plutôt que de vendre le logiciel une seule fois, les entreprises peuvent utiliser des modèles de licences par abonnement ou par utilisateur, garantissant ainsi une source de revenus stable et régulière.

## Types de licences

Les licences peuvent varier considérablement, mais elles incluent généralement les éléments suivants :

* **Licence utilisateur unique** : Elle permet l'utilisation du logiciel sur un seul poste de travail ou appareil, par une seule personne. Tout usage au-delà de cette limite constitue une violation du contrat.
* **Licence multi-utilisateurs** : Elle permet l’installation et l’utilisation du logiciel sur plusieurs appareils ou par plusieurs utilisateurs simultanément, souvent contre un coût plus élevé.
* **Licence libre (Open Source)** : Dans ce cas, le code source est mis à disposition du public, permettant à quiconque de le modifier et de le redistribuer, sous réserve du respect de certaines conditions (comme l’obligation de partager les modifications).
* **Licence SaaS (Software as a Service)** : Ici, le logiciel n’est pas installé localement mais est utilisé via un service en ligne. L’utilisateur paie souvent un abonnement pour accéder au logiciel via le cloud, sans avoir à en gérer l’installation ou la maintenance.

**Exemple :**

Prenons l’exemple d’une entreprise nommée **"ProManage"**, qui décide d'acheter une licence pour un logiciel de gestion de projets appelé **"ProjectMaster"**. Plutôt que de devenir propriétaire du logiciel, ProManage obtient une **licence d’utilisation**. Ce contrat de licence stipule que ProManage peut installer ProjectMaster sur un maximum de 10 postes de travail dans ses bureaux et que seules les personnes autorisées par l’entreprise peuvent l'utiliser. Si ProManage souhaite étendre l'utilisation du logiciel à 20 postes, elle devra acheter des licences supplémentaires.

En outre, la licence peut interdire certaines actions spécifiques : par exemple, elle peut interdire à ProManage de **modifier** le code source de ProjectMaster ou de le **revendre** à une autre entreprise. Si ProManage enfreint ces conditions, elle pourrait être tenue responsable d'une **violation de la licence**, exposée à des poursuites judiciaires et à des sanctions financières.

## Pourquoi est-ce important ?

Sans ces restrictions imposées par la licence, un logiciel pourrait être librement copié, modifié ou distribué sans compensation pour l’entreprise qui l’a développé, réduisant ainsi considérablement sa rentabilité. Pour une entreprise, il est donc essentiel de veiller à respecter les conditions de licence, tout comme il est essentiel pour le titulaire des droits de faire respecter ces conditions afin de protéger son investissement.

Les **licences logicielles** permettent ainsi :

* **De protéger l'investissement** des créateurs en limitant l'usage, la modification et la distribution du logiciel.
* **D’assurer une exploitation commerciale durable** grâce à des modèles de revenus comme les licences par abonnement ou les licences multi-utilisateurs.
* **De contrôler l’intégrité du logiciel**, en veillant à ce que les utilisateurs n'apportent pas de modifications non autorisées susceptibles de dénaturer le produit.

# Liens entre les notions

Les notions de **droit d’auteur**, de **nom de domaine**, de **bases de données** et de **logiciels** sont intrinsèquement liées par leur rôle commun dans la protection des **actifs immatériels** d'une entreprise, qui représentent une grande part de sa valeur économique. Chacune de ces notions vise à protéger les créations intellectuelles, les investissements en innovation, et les outils numériques, essentiels pour les activités commerciales modernes.

Le **droit d’auteur** constitue une protection fondamentale pour les créations immatérielles, qu’il s’agisse de logiciels, de sites web ou même de la structure des bases de données. Il confère à l’entreprise des droits exclusifs sur l’exploitation et la distribution de ses œuvres, lui permettant de contrôler leur usage, tout en monétisant ces actifs via des licences.

Les **noms de domaine**, bien qu’apparemment distincts, sont un autre aspect de cette protection des actifs immatériels. Ils sont essentiels à l’identité numérique d’une entreprise, tout comme une marque dans le monde physique. La protection de ces noms, en particulier contre le **cybersquatting**, est indispensable pour éviter toute confusion chez les clients et préserver la réputation de l’entreprise.

Les **bases de données** s'inscrivent dans cette même logique de protection, bénéficiant d’un double régime : le droit d’auteur pour leur structure originale, et un droit sui generis pour protéger l’investissement dans leur création et gestion. Elles représentent un atout stratégique pour les entreprises, en particulier lorsqu'elles contiennent des données clients ou des informations commerciales précieuses.

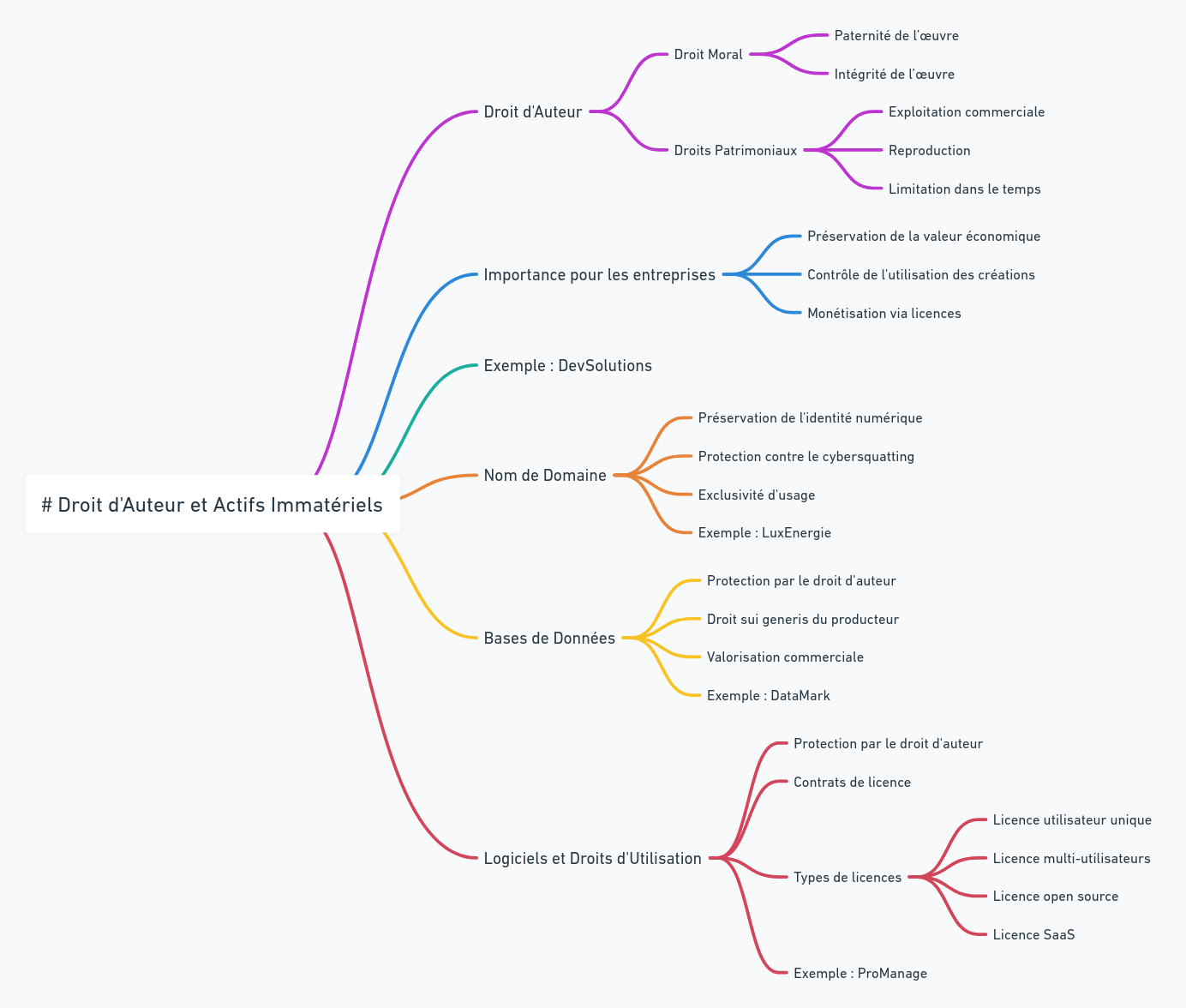
Enfin, les **logiciels**, protégés à la fois par le droit d’auteur et les contrats de licence, sont des outils essentiels pour l'entreprise moderne. Leur protection permet de préserver les efforts de développement et d'assurer une exploitation commerciale durable.

Toutes ces notions s’articulent pour permettre à l’entreprise de maximiser la valeur de ses créations immatérielles, tout en contrôlant leur usage et en évitant toute exploitation non autorisée.

# Résumé

|  |
| --- |
| Les **actifs immatériels** tels que les logiciels, les bases de données et les noms de domaine jouent un rôle central dans le patrimoine d’une entreprise. Le **droit d’auteur** est l’un des mécanismes juridiques essentiels pour les protéger. Ce droit se divise en deux parties : le **droit moral**, qui garantit à l'auteur la reconnaissance de la paternité de son œuvre et sa protection contre les altérations, et les **droits patrimoniaux**, qui permettent l'exploitation commerciale de l'œuvre (reproduction, diffusion, etc.). Lorsqu'une entreprise crée un logiciel ou un site web, elle détient généralement ces droits patrimoniaux, souvent par le biais de contrats de travail ou de cession de droits. Faire respecter ces droits est crucial pour préserver la **valeur économique** de ses créations, contrôler leur **usage** et **monétiser** ces actifs via des licences.  Les **noms de domaine** sont un autre type d'actif immatériel fondamental. Ils ne sont pas simplement des adresses techniques sur Internet, mais des éléments clés de l'**identité numérique** de l’entreprise. Leur protection permet d’éviter le **cybersquatting**, une pratique consistant à enregistrer des noms de domaine proches ou identiques à ceux de marques réputées pour détourner du trafic. En enregistrant et surveillant ses noms de domaine, une entreprise peut **contrôler** son image en ligne, éviter des pertes de clientèle et préserver sa réputation.  Les **bases de données** bénéficient également d’une protection spécifique, au-delà du droit d’auteur. Le **droit sui generis** du producteur de bases de données protège l’investissement réalisé dans la constitution de ces bases. Ce droit donne à l'entreprise un monopole sur l’extraction et la réutilisation des données, garantissant ainsi que l'effort d'organisation ne sera pas exploité par des tiers sans compensation. Les bases de données bien protégées peuvent être **valorisées** par la vente de licences d’accès ou par d'autres formes de monétisation.  Les **logiciels**, en tant qu’œuvres de l’esprit, sont également protégés par le droit d’auteur, et leur usage est généralement encadré par des **contrats de licence**. Ces licences définissent précisément ce que l'utilisateur peut faire (installer sur plusieurs postes, modifier, etc.) et permettent au créateur du logiciel de **générer des revenus continus**, tout en contrôlant sa diffusion.  La protection des actifs immatériels par le droit d’auteur, les licences, et des mécanismes spécifiques comme le droit sui generis est indispensable pour **assurer la compétitivité** et la **durabilité économique** des entreprises dans le monde numérique. |

# MindMap



## Exercice 1



